

EXCELSIOR

9^e Année. — N° 2.819. — 10 centimes. — Étranger : 20 centimes.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLEON

Jeudi

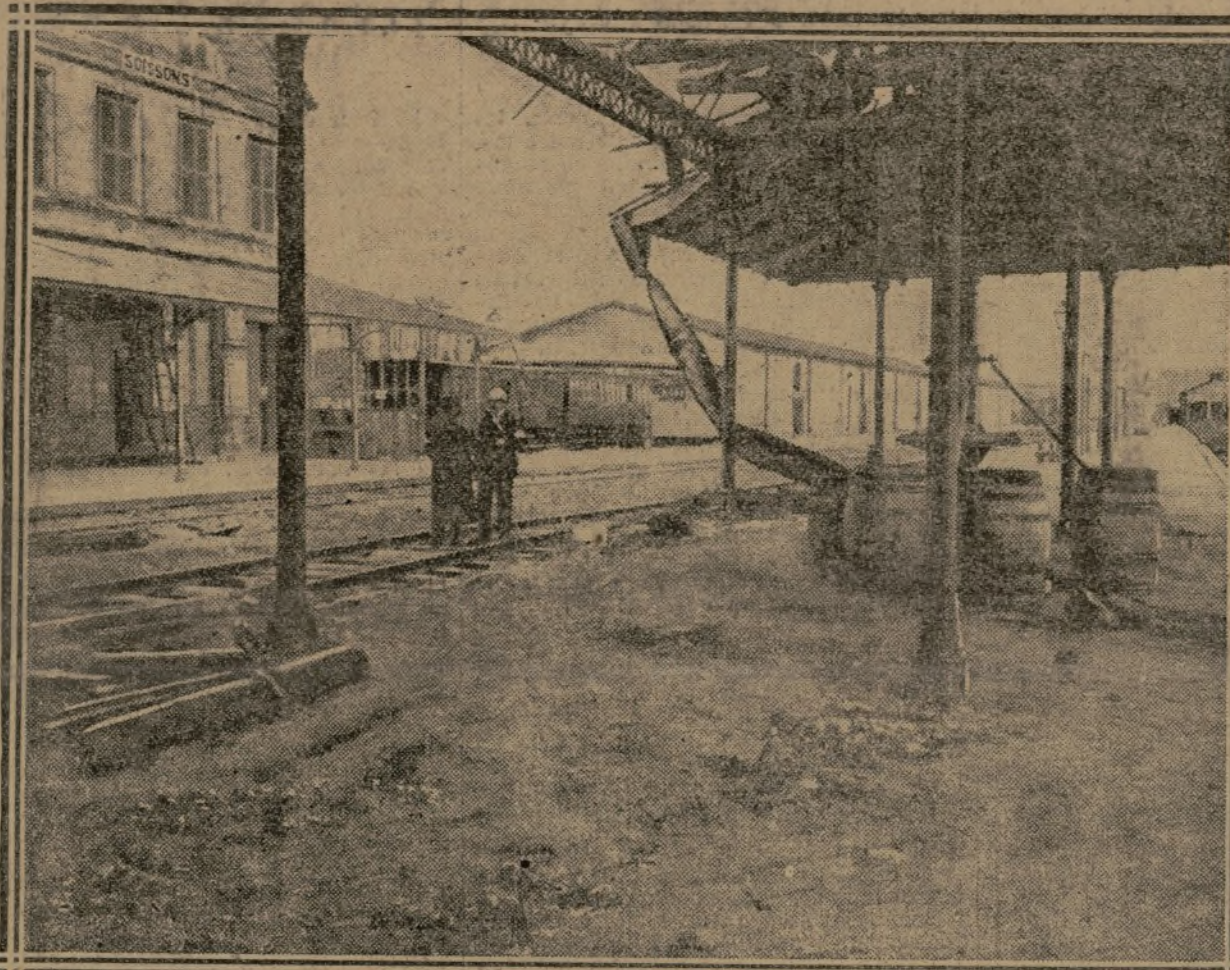
8

AOUT

1918

RÉDACTION & ADMINISTRATION
20, rue d'Enghien, 20. — PARIS (X^e)
Téléphone : Gutenberg 02.73 - 02.75 - 15.09
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS
TARIF DES ABONNEMENTS
France... 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.
Étranger... 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.
PUBLICITÉ : 11, Bd des Italiens. — Tél. : Cut. 12-45
:: PIERRE LAFITTE, FONDATEUR ::

LES PREMIÈRES PHOTOGRAPHIES DE SOISSONS RECONQUIS



LA GARE DE SOISSONS ÉCRASÉE PAR LE BOMBARDEMENT



LE FERME SAINT-PAUL OU SE LIVRÈRENT DE VIOLENTS COMBATS



L'INTÉRIEUR DE LA CATHÉDRALE



UNE TRANCÉE A LA FERME SAINT-PAUL



VUE DE L'HOPITAL EN RUINES



LA DISTILLERIE DE VAUXROT : UNE VUE D'ENSEMBLE

Lorsque nos chasseurs à pied entrèrent le 2 août dans Soissons, ils n'y trouvèrent personne. Un silence impressionnant régnait sur les ruines. Car, dans Soissons, les ruines sont partout. De quelque côté que se portent les regards, les pierres sont autant de



LA DISTILLERIE DE VAUXROT : LES COURS DE L'USINE

témoins de la dévastation, du pillage, de l'incendie. Dans les rues on marche sur un tapis de verre pilé, d'objets émiettés, de débris de meubles, le tout détruit par les bombes et les obus allemands. Quant à la cathédrale, elle n'est qu'un squelette, et ses tours sont des fantômes.

L'ENTENTE DES ALLIÉS

PEUT-ON RÉALISER L'UNITÉ D'ACTION DIPLOMATIQUE ?

On s'y emploie depuis le "pacte de Londres", mais ce fut seulement à la conférence de Rapallo que les premières bases réelles en furent jetées.

Dans son discours au Reichstag, von Kühlmann, alors ministre des Affaires étrangères, osa dire à l'Allemagne, dût en être humilié son incommensurable orgueil, que le conflit actuel ne se réglerait pas par le seul fait des armées allemandes, mais, parallèlement, par l'action militaire et diplomatique. La seconde victoire de la Marne vint de donner aux paroles de l'homme d'Etat allemand leur éclatante signification. Et, déjà, la sourde offensive de paix s'insinue dans la presse germanique.

Au cas où cette offensive diplomatique revêtirait une forme précise — ne faut-il pas tout prévoir ? — de quelle manière serait-elle accueillie ?

Les Alliés ont établi sur le front occidental l'unité d'action. Seroient-ils prêts à opposer à une offensive pacifiste une méthode analogue ?

Nous avons posé ces questions d'intérêt essentiel à un haut diplomate directement mêlé aux événements de la politique internationale, et qui a bien voulu nous faire les déclarations suivantes :

« Tous les efforts des Alliés tendent vers l'unité d'une action diplomatique ; mais cette unité est autrement difficile à réaliser que l'unité d'action militaire. Celle-ci dépend, en effet, de faits concrets. Au contraire, l'action diplomatique doit être extrêmement souple et susceptible de s'adapter aux faits politiques, qui sont en évolution constante. La diplomatie n'est-elle pas, par définition, une perpétuelle transaction ?

« N'examinons donc la question qu'au point de vue de son mécanisme et de son aboutissement.

« Le pacte de Londres, daté du 6 septembre 1914, fut la première manifestation de la solidarité des puissances de l'Entente. Il constitue une base d'unité diplomatique, mais une base négative. Les Alliés s'engagent, en effet, à ne pas conclure de paix séparées.

« En somme, les Alliés combattent tous pour les mêmes principes. Les déclarations des hommes d'Etat de l'Entente sont unanimes sur ce point, et elles ont nettement défini l'unité d'objectifs des Alliés.

« La déclaration du 12 janvier 1917, qui vint à la suite du discours de M. de Bethmann-Hollweg et fut la réponse des puissances de l'Entente au président Wilson, constitue une sorte de charte des Alliés. Cette déclaration a été suivie d'un certain nombre de déclarations du président Wilson, auxquelles les hommes d'Etat de l'Entente ont donné, par la suite, une sorte de ratification ; elles ont constitué un complément à la charte initiale.

« D'une façon formelle, un progrès considérable a été réalisé, depuis l'année dernière, au sujet de l'unité de l'action diplomatique. D'abord, aussitôt l'action de front militaire établie, on s'est préoccupé de réaliser l'unité de front politique. Ce fut un chapitre des grandes Conférences alliées en 1916 et 1917, notamment de celle de mars 1916, qui envisagea l'unité d'action militaire, économique et diplomatique. En novembre 1917, la conférence de Rapallo, à laquelle prirent part MM. Lloyd George, Painlevé et Orlando, institua un conseil suprême politique interallié pour le front occidental, dont le siège devait être à Versailles. Sous l'influence des circonstances, le Conseil de Versailles prit un caractère exclusivement militaire. Ceci tient à ce qu'il peut être difficilement réalisé un organisme permanent qui puisse sanctionner l'unité d'action diplomatique autrement qu'avec la présence des chefs des gouvernements.

« En fin novembre 1917, une autre grande conférence, qui se tint à Paris, et où l'Amérique fut représentée, a permis de réaliser l'unité d'action dans le domaine naval, dans les questions financières, et l'unité d'action économique. Cette conférence a alors institué un cycle de conférences qui se sont tenues, à intervalles réguliers, entre les différents représentants des pays de l'Entente. La plupart de ces réunions ont été suivies de déclarations dont certaines sont des compléments au programme diplomatique des Alliés.

« On peut dire que ces conférences ont assuré l'unité d'action diplomatique de l'Entente. Il est difficile de concevoir un autre organisme.

« En résumé, si nous admettons l'hypothèse d'ouvertures faites par les puissances ennemies à l'une des nations de l'Entente, ces ouvertures provoqueraient, ipso facto, une réunion du Conseil suprême de Versailles. De même, une proposition adressée au président Wilson, qui n'a pas participé au pacte de Londres, mais qui en a dépassé les termes en apportant un programme positif, provoquerait également une réunion de ce même Conseil.

« Comme vous le voyez, cette conférence semble répondre suffisamment aux nécessités actuelles.

« Le diplomate sourit, comme seuls savent sourire les diplomates, et il ajoute : — Et la preuve... c'est qu'un accord complet règne dans ce Conseil. — HENRI SIMONT.

VON KÜHLMANN FAIT ÉCOLE

AMSTERDAM, 7 août. — Le correspondant du Handelsblad à Berlin écrit :

« Le nombre d'Allemands qui, comme von Kühlmann, sont convaincus que l'Allemagne ne pourra pas obtenir une solution par les armes et qu'après quatre ans la guerre ne prendra pas fin par une victoire croit constamment. »

LA LUTTE ÉCONOMIQUE

L'EFFORT ACCOMPLI PAR LES ALLEMANDS DEPUIS QUATRE ANS

Au ministère du Blocus on nous met au courant des méthodes employées par l'ennemi pour assurer, la paix revenue, la marche de ses usines.

Au cours de la conférence impériale de guerre du 1^{er} août, qui réunissait à Londres les représentants du gouvernement britannique, des Dominions et des Indes, M. Lloyd George, envisageant les vastes problèmes économiques de l'après-guerre, a préconisé, comme l'unique solution de ces problèmes, une entente économique entre tous les Alliés. Du discours prononcé par l'éminent homme d'Etat se dégage, outre la certitude de la victoire finale, la volonté bien arrêtée d'imposer aux vaincus des conditions économiques sévères.

M. René Ferry, chef de cabinet du ministre du Blocus et des Régions libérées, a bien voulu nous communiquer à ce propos des faits et des chiffres édifiants :

— Avant la guerre, nous a-t-il déclaré, l'Allemagne importait des quantités considérables de matières premières de toute sorte : le quart de sa consommation de zinc (56.937 tonnes sur 220.769 tonnes employées par l'industrie) ; plus du tiers de sa consommation de plomb (92.588 tonnes sur 232.096 tonnes) ; les quatre cinquièmes de sa consommation de cuivre (206.217 tonnes sur 241.382 tonnes) ; 521.128 tonnes de coton ; 162.063 tonnes de jute ; 20.497 tonnes de caoutchouc et de gutta-percha ; 76.633 tonnes de lin ; 48.651 tonnes de chanvre ; 3.900 tonnes de soie, etc.

« Mais la guerre, en se prolongeant, a amené un épuisement progressif des stocks.

« Les Empires centraux se sont déjà épuisés des difficultés de la situation d'après-guerre. « Si nous ne sommes pas vainqueurs, écrit le Dr Romling, nous sommes perdus. » Nous dépendons dans une large mesure, pour les matières premières, de ceux qui sont aujourd'hui nos adversaires ; ils s'efforceront de nous mettre à l'index, pour un certain temps au moins. » Aussi, en Allemagne, divers organismes ont-ils été dès maintenant constitués.

« Le Secrétariat d'Etat de l'Office économique impérial, et le Commissariat économique pour l'après-guerre fusionnent sous la direction de M. von Steine. Toutes les branches de l'activité nationale y sont représentées.

« Des Sociétés de commerçants exportateurs, disposant de capitaux importants, ont été constituées, notamment à Hambourg et à Brême.

« Des économistes réclament un renforcement de l'étatisme, la monopolisation de certains produits, la culture obligatoire des plantes jugées indispensables à la vie économique du pays, etc.

« Enfin, — et on ne saurait trop insister sur ce point — dans une série d'articles publiés dans la revue *Das Grossere Deutschland*, M. Zimmermann s'est efforcé de démontrer que, seule, la constitution d'un vaste empire allemand en Afrique Centrale est de nature à assurer à l'Allemagne son indépendance vis-à-vis du bloc formé par les nations de l'Entente.

« Nul n'ignore, d'autre part, qu'une alliance économique a été conclue entre les puissances germaniques, l'Autriche, la Bulgarie et la Turquie.

« Il suffit d'ajouter qu'à Brême fonctionne depuis quelques mois, sous le nom de Compagnie commerciale européenne, une association austro-allemande qui a pour but d'organiser l'importation dans les Empires centraux des matières premières de Russie, de Pologne, de Roumanie, de Serbie, etc., de constater l'importance des stocks de marchandises de toute espèce, constitués par les maisons allemandes dans les pays neutres, et vos lecteurs pourront se faire une idée de ce qu'ont été, depuis le début de la guerre, l'activité et la prévoyance économiques de l'ennemi.

A ce formidable effort quelles réalités la France peut-elle opposer ?

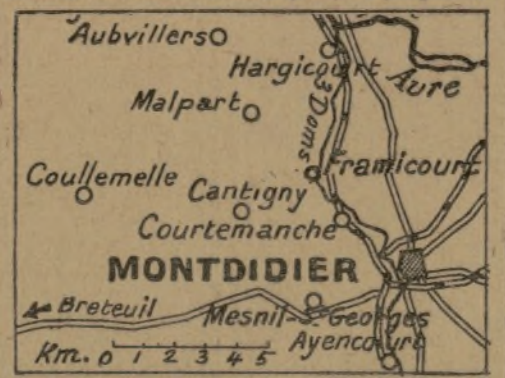
Les événements aidant, il importe maintenant que, de la part de tous les Alliés, les discours de M. Lloyd George se traduisent par des actes. — E. CHABANIER.

LA BATAILLE

NOS TROUPES FONT DE NOUVEAUX PROGRÈS AU NORD DE MONTDIDIER

Nous avons repoussé une tentative ennemie à l'est de Braisne et fait une centaine de prisonniers.

14 HEURES. — Dans la région de Montdidier, nous avons réalisé quelques progrès lo-



caux au sud de Framicourt et au sud-est de Mesnil-Saint-Georges.

Sur la Vesle, nous avons, dans la soirée d'hier, repoussé une tentative ennemie contre



la ferme La Grange et nous nous sommes installés à la station Ciry-Salsogne.

Nous avons fait une centaine de prisonniers à l'est de Braisne.

En Champagne, une attaque locale, dirigée ce matin contre nos positions au sud d'Auberville, a été rejetée.

23 HEURES. — Entre l'Oise et l'Aisne, après un violent bombardement, l'ennemi a tenté deux coups de main près de Bailly et de Tracy-le-Val. Il a été repoussé.

A l'est de Braisne, quelques-uns de nos éléments, agissant en liaison avec les troupes américaines, ont franchi la Vesle et se sont installés sur la rive nord. Ils s'y sont maintenus, malgré deux violentes contre-attaques allemandes.

Au nord de Reims, nous avons avancé notre ligne de 400 mètres entre les voies ferrées de Rethel et de Laon.

(Communiqués officiels français.)

Nous avons, à l'ouest de Braisne, maintenu et affirmé notre situation sur la rive nord de la Vesle en repoussant une contre-attaque allemande sur la ferme La Grange ; enfin, par notre installation à la gare de Ciry-Salsogne sur la rive sud, nous tenons la voie ferrée.

Entre Somme et Oise, nous avons progressé au sud de Framicourt et au sud-est de Mesnil-Saint-Georges ; nos troupes sont arrivées sur l'Avre, au nord de Montdidier, devant Morizel.

L'ennemi marque nettement un temps d'arrêt sur les hauteurs au nord de la Vesle, où, pour riposter à notre artillerie, il met en position des canons lourds ; mais nous rendons ses installations précaires, et rien dans ses intentions n'est ignoré de notre commandement.

La presse allemande manifeste chaque jour davantage ses inquiétudes ; à peine s'efforce-t-elle de limiter notre succès stratégique, tout en reconnaissant le « gain considérable de terrain » que nous avons obtenu. Les organes les plus belliqueux ne cachent pas leurs appréhensions.

La voix de Bertha elle-même ne parvient pas à les reconforter.

Jean VILLARS.

LA DÉFENSE ALLEMANDE

NOUS AVONS OBLIGÉ L'ENNEMI À CHANGER SES MOYENS D'ACTION

La dernière attaque des troupes alliées a forcé le commandement allemand à substituer à des méthodes rigides un système plus souple.

La bravoure de notre infanterie, les puissants effets destructeurs de notre artillerie, l'activité de nos avions de reconnaissance et de bombardement ont forcé l'ennemi à transformer profondément son système de défense. A une organisation rigide, trop aisément repérable, et s'offrant par là même à nos coups, il s'est vu dans la nécessité de substituer des moyens plus souples et plus dissimulés, qui lui permettent de résister à moindres frais.

Ces moyens résident surtout dans la création d'une zone de défense en profondeur et dans l'adoption de dispositifs en concordance avec les fluctuations du combat.

Les tranchées continues devant le front sont remplacées pour le moment par des nids combattants installés dans des trous ou dépressions artificielles, et tenus par des « groupes » et mitrailleuses isolés. Ces nids sont rangés en quinconces. La terre des débris est rejetée et, si le sol s'y prête, éparpillée à la surface, afin que ces abris continuent à revêtir l'apparence naturelle.

Immédiatement en arrière des trous, dont il a tiré parti de la sorte, l'ennemi aménage des points d'appui pour recevoir les mitrailleuses, les troupes d'assaut et tous les éléments de soutien qu'il a portés en avant. Il préfère, autant que possible, construire ces points d'appui à proximité d'abris ; autrement il les établit à découvert. Il pose, devant les trous avancés, un réseau barbelé, d'un tracé irrégulier, mais formant, s'il se peut, un système continu. Il prend même soin de placer des fils de fer dans les trous d'obus, dès qu'il en existe, pour nous empêcher de nous en servir.

Plus en arrière, c'est seulement par des réseaux barbelés qu'il protège les trous occupés par ses détachements, car une ligne ininterrompue le gênerait pour déclencher une contre-attaque.

Il s'ingénie à orienter les réseaux barbelés de façon à ce que nous soyons obligés de progresser selon des directions déterminées qu'il prend d'enfilade par ses feux de mitrailleuses.

Les Allemands poursuivent tous ces travaux défensifs en s'appliquant à les dérober à notre vue, car ils savent que tout ouvrage repéré est voué à une destruction certaine.

Les réserves et les soutiens se tiennent ordinairement en terrain non aménagé, c'est-à-dire dans les bois, ravins, espérant déviser nos observateurs aériens. Ils évitent le plus possible les villages, qui sont des cibles pour les tirs de l'artillerie.

Reserves et soutiens ne demeurent pas inactifs. Ils travaillent en hâte à la construction d'un système défensif continu qui consiste en plusieurs lignes de tranchées. Pour que ces travaux échappent à notre vue, ils les exécutent à contre-pente.

Les Allemands échelonnent ce système en plusieurs lignes, car il sert de point d'appui aux troupes qui sont réparties en profondeur au delà, par conséquent dans notre direction.

Ils posent en abondance des réseaux barbelés, en faisant toutefois attention de réserver des brèches bien repérées, pour laisser le passage lors des attaques.

L'ennemi ne creuse des abris profonds qu'en deuxième et troisième lignes ; en première ligne, il ne fait que de petits abris pouvant seulement recevoir le sixième de la garnison.

Il considère, en général, ce dispositif comme formant la ligne de protection de l'artillerie et le place à une distance variant entre 1.500 et 2.000 mètres de la ligne la plus avancée des trous qu'il a utilisés.

Malgré l'emploi de cette méthode, qui leur permet de nous opposer une résistance plus acharnée, surtout plus tenace et plus enracinée, si l'on peut dire, les armées impériales ont tout de même dû nous céder un terrain dont la valeur s'apprécie rien qu'aux morts dont elles n'ont pas hésité à le couvrir pour le conserver, mais en vain.

APRÈS LA HAUTE COUR

CE QUE COMPORTE LA CONDAMNATION DE M. MALVY

La disjonction des deux peines, le bannissement et la dégradation civique, soulève des discussions qui nécessiteront peut-être une interprétation.

La Cour de justice — nous l'avons annoncé hier — a condamné M. Malvy à cinq années de bannissement.

Aux termes de la jurisprudence, le bannissement est une peine infamante, entraînant la dégradation civique. Elle consiste dans l'expulsion du territoire et dans l'interdiction d'y rentrer, sous peine d'être arrêté et puni d'une détention au moins égale au temps qui resterait à courir jusqu'à l'expiration de la peine prononcée.

Mais, par atténuation apportée à cette peine, la Haute Cour a dispensé le condamné de la dégradation civique, qui, d'après l'article 34 du Code pénal, consiste :

1^o Dans la destitution et l'exclusion du condamné de toutes fonctions, emplois ou offices publics ; 2^o dans la privation du droit de vote, d'élection, d'éligibilité, et, en général, de tous les droits civiques et politiques et du droit de porter aucune décoration ; 3^o dans l'incapacité d'être juré, expert, d'être employé comme témoin dans des actes et de déposer en justice ; 4^o dans l'incapacité de faire partie d'aucun conseil de famille et d'être tuteur, curateur, subrogé-tuteur, si ce n'est de ses propres enfants, et sur l'avis conforme de la famille, etc.

Il semblerait en résulter que M. Malvy, bien que banni, demeure éligible et conserve son mandat de député.

C'est là, selon les juristes, une fausse interprétation.

— En alléguant le bannissement de la dégradation civique, disent-ils, la Cour de justice a seulement voulu atténuer la peine ; cette dernière n'en conserve pas moins son caractère infamant avec toutes conséquences de droit.

« Donc, pendant une période de cinq années à partir du jour où l'arrêt de la Haute Cour lui est signifié, M. Malvy ne peut être élu ni éligible. »

Une question délicate se pose. Si, pour une raison ou pour une autre, de nouvelles élections n'avaient pas lieu d'ici cinq ans, ou si, avant les nouvelles élections, le condamné venait à bénéficier d'une loi d'amnistie, M. Malvy aurait-il le droit de revenir prendre place à la Chambre des députés ?

D'aucuns le prétendent.

Il pourrait, certainement, solliciter à nouveau, par la suite, les suffrages de ses électeurs.

L'arrêt de la Haute Cour dispense également M. Malvy de l'interdiction édictée par l'article 19 de la loi du 27 mai 1885. Il s'agit là de l'interdiction de séjour dans certains lieux déterminés, qui est parfois prononcée contre des condamnés, même après l'expiration de la peine.

Qu'ira M. Malvy ? Bien que l'intéressé n'ait pas encore averti le ministre de l'Intérieur de sa décision à ce sujet, on pense qu'il optera pour l'Angleterre ou pour l'Espagne.

Un délai de quarante-huit heures lui sera sans doute accordé pour quitter le territoire de la République. Après quoi, le condamné sera accompagné par des inspecteurs de police, jusqu'à la frontière.

AU PALAIS-BOURBON

La disposition de l'arrêt de la Cour de justice qui dispense M. Malvy de la dégradation civique, conséquence normale du bannissement, a été, hier, au Palais-Bourbon, l'objet des commentaires les plus variés.

Qu'ont exactement voulu les sénateurs juges ? Telle était la question que l'on se posait.

Est-il besoin de le dire ? Les avis étaient partagés.

M. Eugène Pierre estimait, lui, que M. Malvy demeurerait député du Lot. Mais il ajoutait que ce n'était là qu'une opinion personnelle.

Tout le monde était, par contre, d'accord sur un point : en fait, M. Malvy est mis dans l'impossibilité d'exercer son mandat. En effet, le bannissement est l'interdiction de résider sur le territoire de la République. L'article 32 du Code pénal dit : « Quiconque aura été condamné au bannissement sera transporté, par ordre du gouvernement, hors du territoire de la République. La durée du bannissement sera au moins de cinq années et de dix ans au plus. »

M. Malvy, banni, ne peut donc rentrer en France avant l'expiration de sa peine ou avant une amnistie sans être arrêté. Et il ne saurait, en aucun cas, invoquer l'immunité parlementaire puisque celle-ci ne couvre les députés qu'en période de session et hors le cas de flagrant délit. Or, la rupture de ban serait un flagrant délit.

Ajoutons qu'une opinion assez courante est que, en présence de l'incertitude où l'on peut se trouver, la Cour de justice, juridiction souveraine, pourrait très bien être consultée sur la portée de sa décision et amenée à rendre un arrêt d'interprétation. Et cela mettrait tout le monde d'accord.

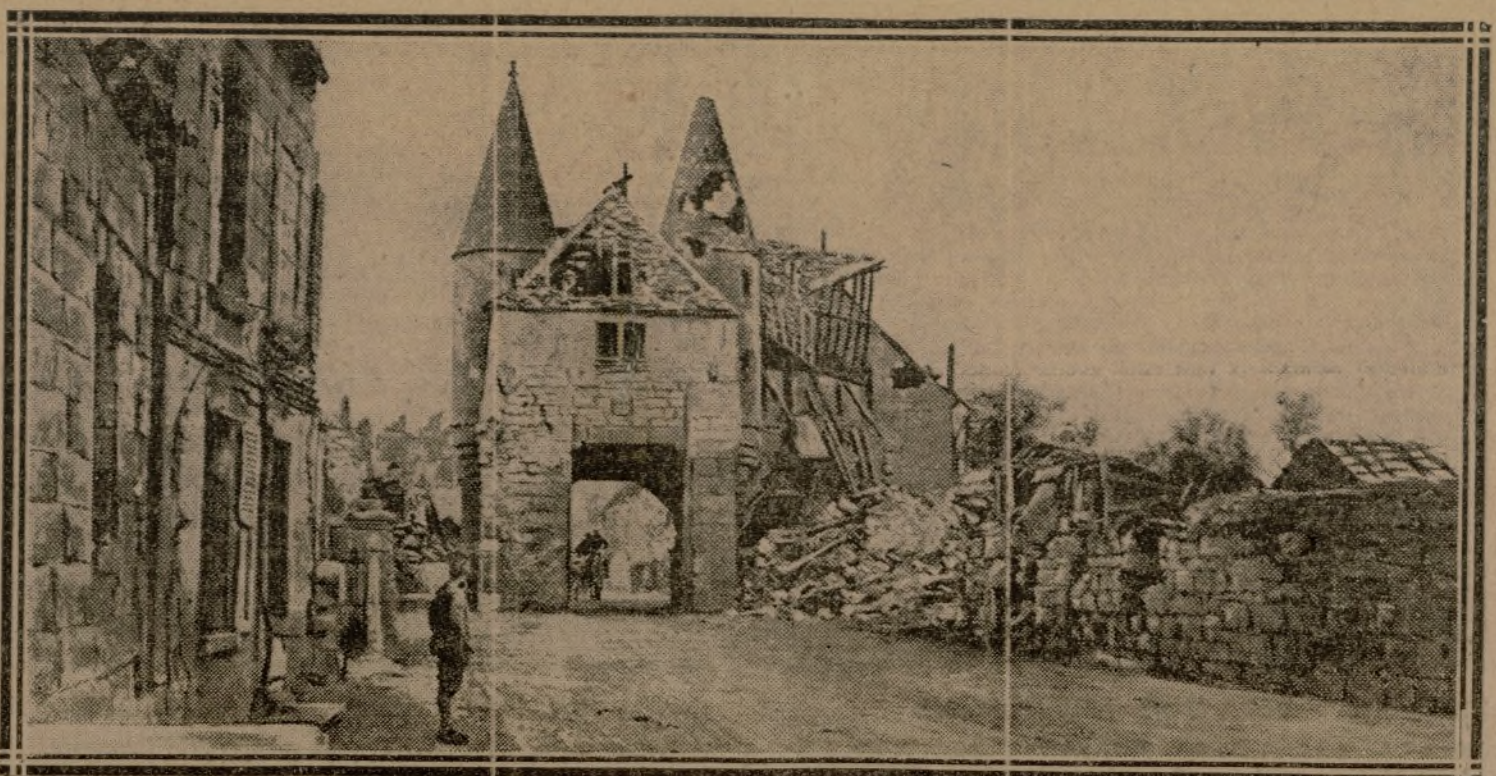
LA "GROSSE BERTHA"

Elle a continué hier à bombarder Paris

Le « canon politique », ainsi que l'appelle la *Gazette de Rhin et de Westphalie*, a poursuivi, hier, le bombardement de la région parisienne.

Cet acharnement de nos ennemis contre la ville qu'ils convoitent ne peut que tremper le courage de ceux qui savent que « tenir » est le plus sûr moyen de ne pas laisser échapper la victoire.

APRÈS L'ÉCHEC DE LA DERNIÈRE RUÉE ALLEMANDE



UNE VUE DE LA PORTE DE LONGPONT, DANS L'AISE, APRÈS LE RECU DES ARMÉES ENNEMIES

LES CONTES D'EXCELSIOR

L'HOROSCOPE

PAR JACQUES CÉSANNE

Pour avoir prédit la mort du chevalier de Rohan sur l'échafaud, et la victoire de Turenne à Turckheim, ainsi qu'une foule d'événements particuliers, Primi Visconti s'était acquis à la Cour de Louis XIV une véritable célébrité. Et toutes les femmes eussent raffolé de lui, s'il s'en était soucié, mais il aimait la comtesse de Saint-Géran. Pour cette cruelle, il se consumait en vain depuis quatre ans, au point d'avoir perdu vingt livres !

— Primi, vous venez avec nous ? s'écriait la marquise de Vassé.

— Nous allons piler la boutique du sieur Léonard, le libraire de la rue Saint-Jacques. Venez avec nous, Primi !

— Ne me le prenez pas ! dit Mme de Saint-Géran, qui se trouvait là.

Elle railait, maintenant. Cela, Primi ne pouvait le supporter. Il accepta l'invitation, en manière de défi.

Depuis que le roi avait tourné à la dévotion, on ne s'occupait plus des dames. C'était à peine si on les saluait, et l'on marchait volontiers sur leurs robes avec les souliers pleins de boue. Ainsi le voulait la mode. Aussi les deux marquises étaient enchantées d'avoir trouvé un cavalier. Mais, chemin faisant, Primi restait silencieux... Malgré le brevet d'indépendance qu'il venait de s'octroyer, il avait le cœur tout plein de sa belle comtesse pour tenir avec d'autres de galants propos...

La boutique du sieur Léonard, c'était la cité des livres. Ils surchargeaient les tables, s'empilaient dans les coins, faisaient ployer les rayons appesantis aux murs... Les deux marquises furetaient partout, poussant des cris d'oiselles émerveillées. Jamais elles n'eussent cru qu'il existât tant de volumes dans le monde entier !

— Primi !

Mais où était donc Primi ? Il se trouvait au fond de la boutique, fort occupé à tirer l'horoscope d'une jeune femme qui, passionnée pour les belles connaissances, étudiait de vieux manuscrits. C'était la propre fille du sieur Léonard. Elle était douce, belle, grave, avec la main potelée, et le buste avantageux. Elle vivait séparée de son mari, et se faisait appeler Mme de Neubourg, du nom d'une terre qu'elle avait achetée, sur le chemin de Fontainebleau.

Et les deux marquises entendirent Primi, qui disait :

— Avant six mois, madame, vous serez veuve, et, dans les six mois qui suivront, vous épouserez un prince. Qu'il y eût, dans cette double perspective, quelque chose qui ne fût pas pour déplaire à la jeune femme, son sourire le prouvait à l'évidence. Et ce sourire semblait à la fois pensif, discret, et comme tout empli d'une tendresse qui s'ignore.

En partant, Primi rêvait encore. Mais ce n'était peut-être plus à Mme de Saint-Géran ?

Les changements de décors qui sont l'orgueil des fées, ou bien encore ceux qu'offre la nature, quand les brumes se dissipent soudain pour faire place à l'azur profond du ciel, peuvent seuls donner une idée du bouleversement qui s'opérait dans l'âme du jeune homme. Pour la première fois, depuis quatre ans, il avait cessé de souffrir, et lorsqu'il revint Mme de Saint-Géran, il crut s'apercevoir qu'elle avait les mains un peu osseuses, la gorge un peu plate, et que son sourire, s'il faisait valoir les plus jolies dents du monde, masquait, par contre, une trop réelle indigence d'esprit...

Primi courut d'abord chez le sieur Léonard. Mais Mme de Neubourg était partie dans ses terres. Et son absence fut de plus longue durée qu'à l'ordinaire, car, vers l'époque de son retour, elle dut aller en Cambrésis, pour les obsèques de son mari, mort d'une indigestion.

Mme de Neubourg revint enfin. La première partie de la prophétie s'étant réalisée, la jeune femme se trouvait fort en peine de la seconde. Primi lui représenta alors qu'il ne tiendrait qu'à elle d'être princesse, et que, pour cet effet, elle n'avait qu'à l'épouser lui-même. Il était prince, en effet : les Visconti, anciens seigneurs de Milan, ne possédaient-ils pas, dans les vallées alpines, la souveraineté de San Maiolo ?

— Mes armes, expliquait-il, sont une couleuvre qui tient, en sa gueule, un enfant, car c'est à un serpent de cette espèce que fut arraché miraculeusement, en son premier âge, l'auteur de ma famille. Et la couleuvre a pour supports deux évêques, dont chacun représente saint Maiolo, qui, par ses prières, sauva l'enfant. Et je m'appelle San Maiolo de la Fazzvola, car Fazzvola signifie langes, à cause des langes qui recouvraient le bambino...

Le nom de Visconti, le comté de San Maiolo, l'enfant dans ses langes, la couleuvre et les deux évêques, tout cela ne fut pas sans impressionner vivement Mme de Neubourg, dont le blason se révélait d'assez fraîche date. Et puis, elle trouvait le prince à son goût. Elle n'avait donc aucune raison plausible de refuser de devenir princesse, et les bans furent bientôt publiés.

Par une inconséquence qui est sans doute rare chez les femmes vertueuses, Mme de Saint-Géran en conçut le plus vil dépit. Et ce lui fut l'occasion de commettre — enfin ! — quelques petits péchés variés, de jalousie, de colère et de médisance...

Jacques CÉSANNE.

5 HEURES DU MATIN DERNIÈRE HEURE 5 HEURES DU MATIN

LES BOLCHEVKS MANIFESTENT LEUR HOSTILITÉ AUX ALLIÉS

Ils font surveiller les officiers français et anglais et persécutent les partisans de l'Entente.

Le gouvernement des Soviets a publié un *prékaze*, en date du 1^{er} août, frappant de « suspicion » les officiers français et anglais, ordonnant de les surveiller étroitement et de leur interdire tout déplacement. Les protestations des consuls alliés restent vaines. Il s'agit évidemment d'une provocation préméditée de la part du gouvernement bolchevik, dont l'accord avec l'Allemagne ne fait plus aucun doute.

En même temps, les persécutions contre les Polonais, accusés de connivence avec l'Entente, redoublent.

Par toutes ces mesures, le gouvernement bolchevik marque l'inquiétude que lui cause l'apparition des Alliés à Arkhangel et à Vladivostok. Il a même frappé d'indignité le Soviet d'Arkhangel, qu'il accuse de ne pas avoir été assez énergique au moment du débarquement.

La situation à Moscou est donc de plus en plus tendue, et le pouvoir bolchevik domine l'impression qu'il lutte pour la vie.

Le nouveau gouvernement

KANDALAKCHA, 7 août. — Le nouveau gouvernement du Nord, qui vient d'être formé à Arkhangel, à la suite du soulèvement antibolchevik, comprend la région de Mourmansk. Les représentants d'Arkhangel ont des droits plus étendus dans le gouvernement en ce qui concerne la politique étrangère, les finances et la justice. Les hommes qui sont à la tête du gouvernement sont des représentants du groupe de la Restauration russe et de six gouvernements, sous la présidence de M. Tchakowsky.

Un communiqué officiel bolchevik

STOCKHOLM, 7 août. — Le gouvernement russe a lancé le radiotélégramme suivant :

La situation, sur les fronts, se présente de la façon suivante : Des troupes anglo-françaises ont débarqué à Arkhangel, et elles avancent le long de la ligne du chemin de fer. Notre état-major est établi à Oberstata.

Sur le front tchéco-slovaque, après Samara, Ufa, Novo Nicolaïevsk et Ekaterinbourg, Simbirsk a été pris par les Tchéco-Slovaques. Sur le Don, nous sommes repartis jusqu'à Povorino. Nous envoyons des renforts à Kazan et à Simbirsk. Aujourd'hui, les Tchéco-Slovaques ont bombardé Kazan.

Déclarations du général Horvat

LONDRES, 7 août. — On mande de Washington :

« En arrivant à Vladivostok où l'appelaient des partisans, le général Horvat a déclaré qu'il était disposé à faire entrer dans son ministère des personnalités éminentes de la Sibérie Orientale et de la Sibérie Occidentale, et à coopérer étroitement avec les Alliés et les Tchéco-Slovaques. Il a ajouté que le programme de son gouvernement comportait la réorganisation de l'armée russe et le rétablissement d'un front contre les Allemands. » (Radio.)

Des troupes britanniques débarquent à Vladivostok

VLADIVOSTOK, 3 août. (Retardée en transmission). — Les troupes britanniques ont débarqué à l'aube. Une réception amicale leur a été faite.

La situation en Russie inquiète l'Allemagne

BALE, 7 août. — On mande de Berlin : « Le docteur Helfferich a été appelé à Berlin pour faire un rapport verbal sur la situation en Russie. Il a quitté Moscou le 6 courant pour Berlin. »

Von Cappelle démissionnerait

LONDRES, 7 août. — D'après le *Daily Mail*, le *Stuttgarter Tagblatt* déclare que la démission de l'amiral von Cappelle, ministre de la Marine, est imminente. La *Gazette de Francfort* affirme que le départ de l'amiral von Holzendorff, chef de l'état-major de la marine, a été déterminé par des causes politiques et non des raisons de santé. La chute de Holzendorff aurait été provoquée par le parti de Tirpitz.

M. LLOYD GEORGE EXPOSE LES SERVICES RENDUS PAR LA MARINE BRITANNIQUE

La Grande-Bretagne s'est mise en guerre parce qu'une atteinte avait été portée au droit des gens.

LONDRES, 7 août. — Dans le discours qu'il a prononcé aujourd'hui, M. Lloyd George passant en revue la situation de la guerre dit qu'il y a quatre ans, l'empire britannique décida de jeter tout le poids de sa force dans la plus grande guerre que le monde ait jamais vue, non pas parce que le sol britannique était envahi ou menacé, mais à cause d'une atteinte au droit des gens.

Lorsque la guerre éclata, déclare le premier ministre, nous avions une flotte aussi puissante que l'ensemble des trois flottes venant immédiatement après la nôtre. Nous avions un accord avec la France en vertu duquel, en cas d'attaque injustifiée, le Royaume-Uni viendrait à son secours.

Aucune entente n'existait quant à l'importance des forces que nous devions fournir, et dans aucune discussion l'idée ne fut jamais envisagée que nous ne devrions jamais employer des forces dépassant six divisions.

M. Lloyd George, faisant ressortir l'importance du travail accompli par la marine, dit :

« Si les alliés avaient été battus sur mer, la guerre serait finie maintenant, et aussi longtemps qu'ils ne seront pas battus sur mer l'Allemagne ne pourra jamais être victorieuse ; cette lutte décisive est menée principalement par la flotte britannique. »

« Si les sous-marins avaient réussi, nos armées en France eussent été gaspillées inutilement, les Américains n'auraient pas pu franchir les mers et les munitions n'auraient pu être transportées ; nous n'aurions pas pu expédier le charbon et les matériaux nécessaires à la France et à l'Italie pour fabriquer les munitions. »

« Si la France, l'Italie et la Grande-Bretagne eussent été menacées par la famine, la guerre aurait été terminée avant même que cette éventualité se produisît. »

Quand survint la guerre sous-marine illimitée, la tâche de la marine de guerre consistait à assurer la sécurité des communications maritimes, fut rapidement érigée en système. On put donner à la science nouvelle de la guerre maritime la forme qui nous permit de faire face en temps opportun aux besoins de l'entrée en guerre de l'Amérique et d'assurer le passage de ses troupes à travers l'Atlantique.

« Les troupes américaines transportées au 27 juillet 1918 atteignaient un total bien supérieur à un million d'hommes, dont la moitié avaient été transportés par des navires britanniques, ce qui nécessita l'organisation de cinquante et une escortes en haute mer et de trois cent quatre-vingt-treize escortes de contre-torpilleurs. Ces escortes de convois imposèrent à nos navires un parcours de plus de 1.250.000 milles par mois. »

Un appel révolutionnaire en Ukraine

BALE, 7 août. — La *Gazette de l'Allemagne du Nord* reproduit un appel du Comité secret révolutionnaire ukrainien, disant entre autres choses :

« L'époque de la libération des travailleurs, paysans et tous pauvres gens de l'Ukraine de leurs oppresseurs, de l'ataman et de ses complices allemands approche. Nous voulons tous nous lever, quand le moment sera venu, pour combattre contre eux. »

« Les cheminots doivent faire cesser le trafic, afin que nos adversaires ne puissent pas déplacer leurs troupes. Nos ennemis nous dévalisent et se ravitaillent en pain afin de pouvoir continuer à combattre. La révolution à l'Ouest est ainsi retardée. »

« Camarades, nous avons supporté assez longtemps les chiens impériaux. En faisant cesser le trafic des chemins de fer, vous aiderez les milliers de paysans qui, le moment venu, envahiront les villes, les armes à la main. »

L'ex-tsarine et ses filles iront en Espagne

AMSTERDAM, 7 août. — D'après une information de Bâle au *Hamburger Fremdenblatt*, les bolcheviks auraient consenti à l'envoi en Espagne de la tsarine et de ses filles. Les négociations sont encore en cours au sujet des garanties demandées.

LES AMÉRICAINS TRAVERSENT LA VESLE A BAZOCHES

Malgré la résistance de l'ennemi, ils se sont installés sur la route de Reims à Soissons.

OFFICIEL AMÉRICAIN (21 heures). — A l'est de Bazoches, nos troupes ont franchi la Vesle et se sont installées sur la route de Reims à Soissons. Des contre-attaques ennemies ont échoué sous nos feux.

UN ORDRE DU GÉNÉRAL PÉTAIN SUR LES CHARS D'ASSAUT

Un communiqué officiel a fait connaître le rôle très important dévolu dans les dernières batailles à nos chars d'assaut.

Voici l'ordre adressé par le général Pétain, le 30 juillet, à cette arme nouvelle ainsi qu'à tous ceux qui en ont assuré le développement et le perfectionnement :

Depuis le début d'avril, l'artillerie d'assaut vient d'affirmer, en trente combats et deux batailles rangées, sa haute valeur offensive.

Raffiant le suffrage unanime de l'infanterie, qui fit, dès le premier jour, à ses nouveaux frères d'armes, une part de gloire dont ils gardèrent la fierté, le commandant en chef leur adresse à tous ses félicitations.

Equipages des chars qui, après avoir puissamment contribué à arrêter l'ennemi, l'avez rompu au 11 juin et au 18 juillet ; Ingénieurs qui avez conçu et mis au point les engins de victoire ; Ouvriers de l'usine qui les avez réalisés ; Ouvriers du front qui les avez entretenus, vous avez bien mérité de la Patrie.

Le général commandant en chef les armées françaises du Nord et du Nord-Est : PÉTAIN.

M. Clemenceau, président du conseil, ministre de la Guerre, a porté cet ordre à la connaissance de M. le ministre de l'Armement et des Fabrications de guerre, en y joignant ses félicitations.

1.700.000 Américains attendent leur embarquement

WASHINGTON, 7 août. — Plusieurs conférences viennent d'avoir lieu entre les principaux leaders du Sénat et de la Chambre des représentants pour discuter l'opportunité de réunir sans délai le Congrès en vue de la discussion immédiate du projet de loi militaire qui doit assurer aux Etats-Unis une armée de 7 millions d'hommes, minimum susceptible d'être porté, selon les besoins, à 10, 12 et jusqu'à 15 millions de soldats.

M. Chamberlain a déclaré en outre que 1.700.000 hommes entraînés sont actuellement dans les divers cantonnements, et que leur transport outre-mer nécessitera un laps de temps de six mois.

5 avions ennemis descendus par les Anglais

(OFFICIEL BRITANNIQUE). — Pendant la journée du 6 août, quatre appareils allemands ont été abattus et un autre descendu en flammes la nuit suivante.

Pendant les dernières vingt-quatre heures, nous avons lancé vingt-quatre tonnes de bombes sur des voies ferrées, aérodromes et cantonnements. Plusieurs coups directs ont été observés.

Tous nos appareils sont rentrés.

NOUVELLES BRÈVES

— Le lieutenant Gazier a interrogé M. Maunoury, en présence de M. Ulrich, son défenseur.

— M. Turmel a été interrogé de nouveau par le capitaine Mangin-Boquet, qui a également entendu un témoin.

— Le capitaine Ladoux a été entendu par M. Jousselin, comme témoin dans l'affaire Humbert.

— M. Delbet, professeur de clinique chirurgicale à la faculté de Médecine de Paris, est promu commandeur de la Légion d'honneur.

— On annonce la mort de M. Sorriaux, député socialiste du Pas-de-Calais, qui était détenu dans une prison belge à la suite d'une condamnation d'un conseil de guerre allemand.

— L'ouverture de la chasse est fixée en 1918 :

1^{er} Au dimanche 1^{er} septembre pour la zone constituée par les départements du Sud ;

2^e Au dimanche 15 septembre pour la zone du Centre ;

3^e Au dimanche 29 septembre pour la zone du Nord-Ouest ;

4^e Au dimanche 13 octobre pour les îles de Ré et d'Oleron.

(Une décision sera prise ultérieurement en ce qui concerne la zone des armées.)

LES COMMUNIQUÉS OFFICIELS

Front britannique

(7 août.) — 13 HEURES. — De bonne heure, ce matin, les troupes anglaises qui tiennent le secteur au sud-ouest de Morlancourt ont contre-attaqué et repris tous les points principaux des positions dont l'ennemi avait pu s'emparer hier. Tous les objectifs de notre contre-attaque ont été atteints. Nous avons fait un certain nombre de prisonniers.

A la suite des opérations de nos patrouilles, dans la journée d'hier et pendant la nuit, nous avons avancé quelque peu notre ligne de part et d'autre de la Clarence en capturant des ennemis et deux mitrailleuses. Pendant la nuit également, au cours d'un raid heureux, nos troupes ont fait irruption dans un des postes ennemis au nord de Vieux-Berquin.

L'artillerie ennemie s'est montrée active à l'est de Robecq et dans les secteurs de Merville et de Dickebusch.

(7 août.) — 22 HEURES. — Ce matin et cet après-midi l'ennemi a lancé de nouvelles attaques locales sur nos positions des deux côtés de la route Bray-Corbis. Il a été repoussé après de vifs combats.

Pendant la journée, des raids ennemis au sud de Hamel et au sud-ouest de la Bassée ont été repoussés par nos feux. Nos patrouilles ont continué à progresser dans le secteur à l'est de Robecq et notre ligne entre les rivières Lawe et Clarence est maintenant avancée d'environ 1.000 yards sur un front de près de 5 milles.

Plus au nord, nos patrouilles ont pénétré, aujourd'hui, dans les tranchées ennemies à l'est de la forêt de Nieppe et capturé plus de 30 prisonniers et quelques mitrailleuses.

Sur d'autres points du front, nous avons également fait quelques prisonniers.

Front italien

(7 août.) — Sur l'ensemble du front, activité normale des deux artilleries. Nos batteries ont battu, par des concentrations de feux, des colonnes de troupes et des charrois en mouvement sur les arrières du plateau d'Asiago.

Entre l'Astico et la Brenta, nos patrouilles ont harcelé efficacement les lignes avancées de l'ennemi, lui infligeant des pertes et capturant des prisonniers.

Six avions ennemis ont été abattus au cours de combats aériens.

ALBANIE. — Sur le Sémén, notre cavalerie en reconnaissance ayant aperçu une colonne ennemie l'a attaquée et dispersée. L'adversaire a laissé de nombreux morts sur le terrain et 72 hommes et 5 mitrailleuses entre nos mains.

Front de Macédoine

(6 août.) — A l'ouest du Vardar, l'artillerie ennemie a vigoureusement bombardé nos positions du Skra di Legen.

En Albanie, des détachements bulgares qui tentaient de pénétrer dans nos lignes, dans la région de Gramsi, ont été repoussés et ont laissé des prisonniers entre nos mains.

L'aviation française a bombardé des dépôts ennemis au sud de Topolcani et l'aviation britannique des dépôts dans la région de Sérès.

Interdiction de la Vente d'aliments pour les jeunes enfants

On lit dans le Temps.

En dehors du lait, base de la nourriture des nouveau-nés et de la seconde année de la vie, il existe un certain nombre d'aliments qui viennent progressivement remplacer une partie plus ou moins importante de lait et même y suppléer complètement : ce sont les *aliments dits de sevrage*, qui sont employés du reste avec fruit, mais partiellement avant celui-ci.

En temps normal, ces aliments sont très utiles ; à l'époque actuelle, alors que non seulement le lait est cher, mais qu'il fait défaut dans certaines localités, ils le deviennent bien plus encore. Cet été, je me trouvais dans un village sur la lisière de la forêt de Fontainebleau, devant la boutique de la fruitière du pays, à l'arrivée du train du soir qui apporte le lait. Une foule de personnes étaient là, avec des boîtes de formes diverses ; il n'y en eut pas pour tout le monde, et je m'inquiétai à la pensée des jeunes mères qui, « venant à la campagne », pensaient n'avoir qu'à demander le lait nécessaire à leur enfant... et étaient renvoyées au lendemain à la même heure !

En général, on arrive à s'en procurer après avoir frappé à beaucoup de portes, et au besoin on peut avoir recours au maire qui doit faire le nécessaire auprès de ses administrés pour livrer de préférence le lait aux nourrices ; mais tout cela demande du temps et, pendant ce temps, l'enfant crie et souffre...

D'autre part, il arrive que ce lait, si difficilement conquis, « tourne » malgré toutes les précautions prescrites et qui sont souvent contradictoires, l'un conseillant de le faire bouillir, l'autre de le tenir au frais. Nouvelle impossibilité de nourrir le bébé, qui continue justement à réclamer.

Toutes les mamans, tous les papas et aussi tous les médecins qu'on appelle au secours dans ces occasions ont connu cet état de choses ; aussi, ces derniers ont-ils été très étonnés en apprenant l'interdiction de vente des farines lactées quelle qu'en soit la provenance.

Cependant les décrets du 12 février et du 2 avril 1918 sont formels. Ils interdisent la vente de toutes les farines alimentaires fabriquées avec des céréales, et plus spécialement avec du blé. Le but est très clair : réserver au pain tout stock existant en France ; il cesse de l'être lorsqu'il s'agit de farines provenant de l'étranger et qui y sont modifiées pour servir à l'alimentation infantile. Nous accueillons avec joie les céréales de l'Amérique du Sud ou de nos amis des Etats-Unis ; pourquoi refuser des aliments infantiles venant également du dehors ?

La raison donnée est que les fabricants français d'aliments de sevrage faits avec des farines, voyant tarir leur production, seront chagrinés et protesteront. Cette façon d'agir du gouvernement me rappelle une grande mère qui, lorsque ses petits-enfants, ayant été impolis avec elle, étaient privés de dessert par leur père, disait aussitôt à la cantonade : « Ce soir, il n'y aura pas de fruits », punissant ainsi tout le monde. L'égalité, dans certains cas, aboutit à l'absurde.

Il est regrettable que nos commerçants français soient lésés dans leurs intérêts, mais il y a lieu de remarquer qu'ils cesseraient de l'être si, l'interdiction d'entrée étant supprimée, ils installaient temporairement leur industrie dans un pays neutre voisin. Cette organisation ne semble ni très difficile, ni très longue à effectuer, et ils viendraient ainsi, eux aussi, en aide à nos besoins.

Les farines lactées, comme le nom l'indique, ne se composent pas seulement de céréales, mais aussi de lait. Elles nous rendent donc double service. Ces aliments sont très nourrissants : on sait que 20 grammes (c'est-à-dire une cuillerée à soupe) de farines de céréales équivalent à 100 grammes de lait ; celui-ci leur étant associé dans les farines lactées suisses, on a là un produit de premier ordre à prendre en biberon ou par cuillerées.

L'analyse de la farine lactée donne, pour 100 grammes : 77 d'amylacées, 9,85 d'albuminoïdes, 4 de graisse et 2 de sels.

On dira peut-être qu'on peut employer des succédanés de ces farines ; ceci est partiellement en théorie, mais souvent mauvais en pratique. Ce n'est qu'après de multiples essais, de multiples tâtonnements qu'un fabricant arrive à créer un aliment à la fois bien digestible et de goût agréable pour le jeune enfant.

Tous ceux qui ont eu la pratique des petits enfants savent combien les innovations sont dangereuses, combien leur estomac est capricieux, que la diarrhée, toujours impressionnante et souvent grave surtout en temps chaud, succède vite à des essais malheureux. N'oublions pas qu'il existe des enfants qui, temporairement ou même d'une façon définitive, ne supportent pas le lait de leur propre mère.

D'autre part, il y a lieu de signaler que si les farines lactées sont surtout utiles aux enfants, elles sont employées aussi chez certains vieillards et dans quelques maladies d'estomac.

Enfin, réfléchissons que ces aliments, repoussés de notre pays, cherchent à se placer en Allemagne, et ne faisons pas ce cadeau à nos ennemis.

Des restrictions pour les grands, pour les vieux, pas de restrictions pour les petits, qui sont l'avenir.

Docteur GALTIER-BOISSIÈRE.

L'ÉCLAIRAGE ÉLECTRIQUE

Société anonyme en liquidation. 8, rue d'Agnessau. — PARIS

Avis aux Actionnaires et aux Porteurs de Parts

Il est rappelé aux Actionnaires et aux Porteurs de Parts de l'Eclairage électrique que c'est le 27 août 1918 qu'expire le délai pendant lequel ils ont le droit de demander d'être réglés en actions de la Compagnie Thomson-Houston.

Ce délai expiré, les Actionnaires et Porteurs de parts recevront obligatoirement la répartition en espèces en raison de l'obligation pour les liquidateurs de réaliser les actions Thomson-Houston qui ne leur auront pas été réclamées. Ce règlement en espèces correspond pour les actionnaires à 180 francs par action.

Les conditions de répartition ont été publiées à nouveau dans les *Petites Affiches* des 7 et 8 août 1918.

Les Actionnaires pourront obtenir tous renseignements utiles dans les principales Banques et Etablissements de Crédit.

LE MONDE

LES COURS

— S. M. le roi d'Angleterre vient de décerner le titre de "vicomte" à S. Exc. lord Bertie of Thame, ancien ambassadeur de la Grande-Bretagne en France.

— S. M. le roi d'Espagne est attendu à Barcelone pendant la première semaine de septembre.

— LL. AA. RR. le duc de Connaught et la princesse Patricia, sa fille, ont quitté Londres pour s'installer à Bagshot Park, d'où le maréchal se rendra aux diverses inspections qu'il doit passer.

CORPS DIPLOMATIQUE

— S. Exc. le comte Albert Ehrensward, ancien ministre des Affaires étrangères de Suède, désigné comme ministre plénipotentiaire suédois auprès du gouvernement français, est attendu la semaine prochaine à Paris et présentera ses lettres de créance au président de la République dès son arrivée.

— S. Exc. le docteur Marco Avellaneda, ambassadeur de la République Argentine en Espagne, a quitté Buenos-Aires, se rendant à Madrid.

— M. Ira Nelson Morris, ambassadeur des Etats-Unis à Stockholm, est de passage à Paris.

INFORMATIONS

— Le capitaine Pierre de Brye, de retour d'une longue captivité en Allemagne, a été nommé chef d'escadron, chevalier de la Légion d'honneur et attaché au quartier général de l'armée américaine à Tours.

NAISSANCES

— Mme André Genet a mis au monde une fille : Odile.

— La comtesse Jean de Fontenailles est mère d'un fils qui a été nommé Gilles.

— Mme Maxime Grimprel, née Truelle, femme du capitaine, a mis au monde un fils : Roger.

— La baronne Alix de L'Épine, née Bremond, a donné le jour à un fils : Renaud.

— Mme J. Cartier-Bresson vient de mettre au monde une fille : Thérèse.

MARIAGES

— Ces jours derniers a eu lieu, à Vattville (Eure), le double mariage de M. André Gougis, conducteur au 85^e régiment d'artillerie, avec Mlle Marie-Madeleine Blondel, et celui de M. Jean Gougis, lieutenant au 113^e d'artillerie, décoré de la croix de guerre, avec Mlle Marie-Antoinette Blondel.

DEUILS

Nous apprenons la mort :

De M. Garcia Sagastume, ministre plénipotentiaire de la République Argentine à Lisbonne, décédé dans cette ville ;

De Mme André Raynaud, femme du premier président de cour honoraire, décédée à Saint-Raphaël ;

De M. Gustave Bernal, chancelier du consulat général du Mexique à Paris ;

De M. Guilhem d'Abbadie d'Arrast, petit-fils d'Arnaud d'Abbadie, l'explorateur de l'Éthiopie, engagé volontaire dans l'infanterie, mort pour la France à dix-huit ans, décoré de la médaille militaire et de la croix de guerre avec palmes.

BIARRITZ

SAISON TOUTE L'ANNÉE

MER, MONTAGNE, GOLF, THERMES SALINS

ANÉMIES - SURMENÉS
NEURASTHÉNIQUES
DÉPRIMÉS - AFFAIBLIS
Le plus efficace des reconstituants est
L'EUBIASE
STIMULANT LE PLUS ÉNERGIQUE DU NOUVEAU PROTOPLASMIQUE
(la boîte de cachets 19^{fr} 60 (impôt compris))
LABORAT. DE L'EUBIASE - 5, R. MARINE - LE HAVRE
NOTICE FRANCO

PETITES ANNONCES

Réception des ordres au guichet et par correspondance, 11, Bd des Italiens (2^e). Entrée partic. Tel. : Gut. 12-45. Adresse télégr. : Huguin-Paris.

La ligne se compose de 36 lettres ou signes.

En aucun cas, « EXCELSIOR » ne se charge de recevoir ni de réexpédier la correspondance des Petites Annonces.

AVIS IMPORTANT

Nous n'acceptons aucun texte de « Petite Annonce » qui n'aura pas été soumis préalablement au visa : (Cet avis est imposé à la presse par mesure de sûreté nationale.)

A Paris, du commissaire de police du quartier de l'Est de l'annoncé ;

Dans les départements, au visa du commissaire de police de la localité ou, s'il n'y en a pas, au visa du commissaire spécial désigné par le préfet.

N. B. — Une simple légalisation de signature ou le visa du maire ne suffit pas.

APPARTEMENTS MEUBLES 1 fr. 50 la ligne.

Bel apt. tr. bien situé et meub. : salon, s. m., 2 ch., s. b., cab. toil., el. S'ad. concierge, 130, Bd St-Germain.

PROPRIÉTÉS MEUBLES 2 fr. 50 la ligne.

A louer Touraine 2 maisons meub. 4 p. ch. chacune. Ecr. Lasseur, notaire Azay-de-Rideau (1^{er} et 2^e L.).

PENSIONS DE FAMILLE 1 fr. 50 la ligne.

St-Cloud, villa Beaulieu, 27 r. Gounod. Pens. fam., Schamb. av. ou sans pension, beau jardin. Tél. 350. R. de ch. ab. pens. d'fam., 145 av. Wagram, Joinville.

Dame, excellente pianiste, habit. maison bourg. campagne Touraine, prend. jeune fille bon fam. Ecr. Leblanc, huissier à Bonneuil-Matours (Vienne).

HOTELS

HOTEL CRILLON Paris.

PLACE DE LA CONCORDE.

HOTEL MIRABEAU, 8, rue de la Paix (Opéra).

Restaurant très recherché.

HOTEL ROBIN, 6, rue Chauveau-Lagarde

(Madeleine). — Ouvert en 1916.

LOCATIONS 1 fr. 50 la ligne.

Pour louer appartements meublés ou non, boulog., villas, s'ad. Agence Madeleine, 13, rue Royale.

Cherch. de 20 à 50 k. Paris loc. ou viag. pet. prop. confort, ed. jard. si poss. Martin, 123, Bd Diderot.

INDUSTRIEL cherche à louer immeuble en totalité

ou pavillon avec cour dans Paris. Faire offres à M. ENERY, 20, rue du Terrage, Paris.

Dés. louer année, p. fin sept., maison confort non

meub., 6 chamb., jard. tout p. centre gde ligne

450 à 200 km. Paris. Breyval, St-Mesmin (Vendée).

A affermer, Touraine et Poitou, 2 fermes 36 hect.

chacune. A louer Pottion château 10 p., chasse et

pêche. Loyer mod. Ecr. Picot, notaire Montholon,

ou Leblanc, huissier à Bonneuil-Matours (Vienne).

Le gérant : VICTOR LAUVERGAT.

Imprimerie, 19, rue Cadet, Paris. — Volumard.

RÉFUGIÉS DE L'AISE ÉVACUÉS PAR NOS SOLDATS



ON LES EMMÈNE SUR DES VOITURETTES ROULANT SUR LES RAILS DU CHEMIN DE FER

Lors de l'avance allemande, en mai dernier, un certain nombre de villageois et de paysans de l'Aisne n'avaient pu fuir à temps pour éviter le contact de l'ennemi. Le retour offensif de nos troupes les a de

nouveau libérés, et l'autorité militaire a pris immédiatement les mesures nécessaires pour les évacuer. Voici un groupe d'entre eux que des fantassins emmènent sur des voiturettes se mouvant sur rails.

B L O C - N O T E S

DANS le petit pays que j'ai élu pour y passer ces vacances, il y a un terrain vague, et, dans ce terrain, des voitures, dételées, semble-t-il, depuis des siècles : mais il n'y a que cinq ans ! Par derrière, un petit escalier mène à une petite porte ; sur les côtés on voit de petites fenêtres avec des volets de bois... Ne vous y trompez pas, ce ne sont pas des voitures cellulaires pour le transport des malades : ce sont des voitures de forains !

Nous n'y avions point pensé que depuis la guerre il n'y a plus de fêtes, plus de cirques en plein vent, plus de montagnes russes ni de chevaux de bois ! Qu'est-ce qu'ils sont devenus les pauvres forains ? Dame ! ils se sont arrêtés quelque part, généralement où la guerre les a saisis, et ils crèvent de faim.

Les moins malheureux sont les romanichels, les vrais. Ceux-là, depuis des milliers d'années, ont toujours été chaudronniers, rétamateurs ou vanniers.

Mais les autres, qui sont de très bons et très authentiques Français, de très honnêtes gens qui ne chieraient pas une pomme le long d'une route ? Ils se sont ingénies, ils ont fait comme ils ont pu. Ceux des cirques, qui connaissent l'équitation, essaient de faire le commerce des chevaux : il y en a qui réussissent. J'en connais un autre qui, avec les quelques sous qu'il possédait, a acheté un vieux chaland qui pourrissait au bord de la Seine, l'a calfaté, goudronné, et transporte du charbon.

Il y a aussi, dans mon patelin, une jeune gymnasiarque qui, avec un petit bidet, le poney minuscule et malin qui jadis désignait la « personne la plus aimable de la société », va chercher les voyageurs à la station. Elle se lève à quatre heures du matin et retourne à la gare pour le train de neuf heures. Elle est sage comme une image et courageuse comme un Peau-Rouge. Jolie et solide, avec ça ! Mais elle est mélancolique et m'a confié ses soucis : « Nous étions cinq sœurs, m'a-t-elle dit, et nous faisions la grappe humaine : c'était moi qui portais mes quatre sœurs sur les épaules. Enfin, on était des artistes ! Et maintenant... »

J'ai essayé, pour la consoler, de lui dire que son art redeviendrait de beaux jours, après la guerre, et que j'aurais sans doute alors l'occasion de l'applaudir sur une scène parisienne. Mais elle m'a regardé avec mépris :

— Il faut s'entraîner tous les jours et toute la vie ! Sans ça on perd ses muscles. Nous avons perdu nos muscles. Non, non, chère-tière je suis, chère-tière je resterai !

Et elle a fouetté son imperceptible poney en soupirant.

Pierre MILLE.

Les dernières cantinières

Un arrêté ministériel vient de les supprimer par voie d'extinction.

La dernière qui ait revêtu l'uniforme s'appelait Mme Bouvier. Elle s'était retirée à Nogent-sur-Seine, où elle mourut en 1900, à quatre-vingts ans passés. On l'y appelait toujours la *Déesse*, ainsi qu'on l'avait baptisée jadis sous Louis-Philippe, au temps où elle était cantinière au 8^e cuirassiers, et remarquablement jolie.

Elle aimait à évoquer cette période brillante, et, comme M. Casimir-Perier — en septembre 1894 — résidait à Pont-sur-Seine, près de Nogent, la brave femme décida d'honorer le chef de l'Etat en allant le voir « revêtue de son uniforme » : petit chapeau marin en cuir bouilli, tunique plissée en drap bleu de roi à trois rangs de boutons, pantalon rouge garance et tonnelet en sautoir.

Ce costume sur trois quarts de siècle, même pour une déesse, c'était une rude épreuve. L'histoire assure que l'excellente femme s'en tira à l'honneur de son arme, c'est-à-dire du pinard que si longtemps elle avait versé.

Le fanion garibaldien

Au nom de l'Italie irrédentiste, Mme Durlanç a remis, hier, un fanion d'honneur au général Peppino Garibaldi, au cours de la manifestation organisée par la colonie ita-



LE FANION DE TRIESTE

lienne de Paris, en hommage à sa récente promotion. L'étendard est couleur de sang, comme la célèbre chemise garibaldienne.

Le héros de l'Argonne et de la Champagne a promis de faire flamboyer ce fanion sur les champs de bataille. Et, déposant sur ses plis un baiser fervent, le général Peppino Garibaldi se jura à lui-même

de le porter, le premier, dans la ville de Trieste, délivrée, enfin, du joug tudesque. L'Italie entière frémit du même désir et du même rêve, dont un avenir prochain verra l'heureuse réalisation.

Eloquence

Au cours du procès Malvy ont pris la parole trois anciens présidents du Conseil, qui sont les hommes les plus éloquents de France.

M. Viviani est certainement celui des trois qui s'exprime le plus élégamment et le plus facilement. Il ne cherche jamais ses mots ; il les trouve toujours avec une promptitude qui déconcerte. Il ne serait point juste de dire que la langue marche et que le raisonnement suit.

M. Briand a moins de facilité que M. Viviani. Il tâtonne parfois ; mais ces très légères hésitations donnent un charme à ses harangues ; elles font participer les auditeurs à l'élaboration de la pensée.

M. Briand ne se sert jamais de notes écrites. Tous les documents que lui donnent ses secrétaires, il les met dans ses poches, et... il les perd. C'est en écoutant les rapports qu'on lui fait qu'il compose mentalement ses discours. Puis, il les rumine en marchant.

Son débit est beaucoup plus nuancé, plus modulé que celui de M. Viviani. Il a toute la gamme des sentiments, depuis la mélancolie jusqu'à l'indignation. Sa main, généralement, hache l'espace. Son geste a cependant de la variété.

M. Ribot parle lentement. Il s'est donné au Parlement le rôle de Nestor. Il plaide toujours pour la modération, la pondération, la sagesse. Cette attitude lui permet de prononcer ses discours avec un grand calme et sans hâte. De là viennent la belle ordonnance et la limpidité académique de ses phrases.

Cowboy contre Marseillais

Peut-être ne me croirez-vous pas, dit à son hôte le soldat américain. Mais un de mes amis possède dans le Far-West une ferme très importante. Au printemps il part avec sa charrette, et tout ce qu'il peut faire en travaillant jusqu'à l'automne, c'est un seul sillon en ligne droite. Arrivé à la limite de son champ il se retourne et revient sur ses pas en moissonnant le blé qu'il a semé.

Par hasard, l'interlocuteur était originaire de la Cannebière :

— Oh ! répliqua-t-il, je vous crois d'autant mieux que mon gendre a également acheté une ferme là-bas. Deux semaines après son mariage, il est parti avec ma fille pour traire ses vaches dans la prairie, et ce sont leurs deux enfants qui ont rapporté le lait !

LE VEILLEUR.

THEATRES

QUI N'A PAS ENCORE ÉTÉ

AU PALAIS-ROYAL AU TH. ANTOINE

RIP dans Afgar ou

Botru chez les Civils les Loirs du Harem

VILBERT, PARISYS Opérette galante

Aujourd'hui Matinée et Soirée

CE QU'IL FAUT VOIR

C'EST LE NOUVEAU PROGRAMME DE

L'OLYMPIA

DEBUT DES ATTRACTIONS ANGLAISES

DEMAIN VENDREDI en Matinée et en Soirée

LES SYLPHIDES

Les Reines de l'air

CORNELIUS ET CONSTANCE

GABY MONTEBREUSE

RODOR TRIO HASSAN

THE FOUR DORMONDE

Les extraordinaires cyclistes

ROWLAND TRIO CARLOS

FORTUGE

Dans ses chansons comiques

TERPSICHORE

LES FABIENS

et les 3 ROIS DU RIRE

Fauteuils depuis 1 franc

LA JOURNÉE :

Opéra-Comique, 1 h. 30, *Manon* ; 7 h. 30, *Lakmé*.

Odéon, 2 h., *le Mariage de Figaro* ; 7 h. 45, *la Robe rouge*.

Palais-Royal, 2 h. 30 et 8 h. 30, *Botru chez les civils*.

Renaissance, 2 h. 30 et 8 h. 30, *Florette et Pa-tapou*.

Th. Antoine, 2 h. 30 et 8 h. 30, *Afgar ou les Loirs du harem*.

Edouard-VII, 2 h. 45 et 8 h. 45, *la Folle nuit*.

Th. Albert-1^{er}, 8 h. 30, *english players*, in english plays, Matinée samedi à 2 h. 30, *Billet*.

Scala, 2 h. 30 et 8 h. 15, *Une grosse affaire*.

Th. Cadet-Rousselle (Louvre 37-10), 2 h. 30 et 8 h. 30, *Mind your Pips*, revue à grand spectacle.

Grand-Guignol, 8 h. 30, *Péché de jeunesse*, *la Lanterne*.

SPECTACLES DIVERS

Folies-Bergère (Gut. 02-59), 8 h. 30, la revue *Quand même* ! Samedi et dimanche, matinée.

Olympia (Centr. 44-68), 2 h. 30 et 8 h. 30, spectacle de music-hall : attractions.

Eldorado, 2 h. 30 et 8 h. 15, *Zigoto*.

Bourse de Paris du 7 Août 1918

VALEURS Cours précédent Cours du jour VALEURS Cours précédent Cours du jour

PARQUET

5 0/0 non libéré 222 222 1000 1000

5 0/0 libéré 222 222 1000 1000

3 0/0 1917 222 222 1000 1000

3 0/0 1918 222 222 1000 1000

3 1/2 1917 222 222 1000 1000

3 1/2 1918 222 222 1000 1000

3 1/2 1919 222 222 1000 1000

3 1/2 1920 222 222 1000 1000

3 1/2 1921 222 222 1000 1000

3 1/2 1922 222 222 1000 1000

3 1/2 1923 222 222 1000 1000

3 1/2 1924 222 222 1000 1000

3 1/2 1925 222 222 1000 1000

3 1/2 1926 222 222 1000 1000

3 1/2 1927 222 222 1000 1000

3 1/2 1928 222 222 1000 1000

3 1/2 1929 222 222 1000 1000

3 1/2 1930 222 222 1000 1000

3 1/2 1931 222 222 1000 1000

3 1/2 1932 222 222 1000 1000

3 1/2 1933 222 222 1000 1000

3 1/2 1934 222 222 1000 1000

3 1/2 1935 222 222 1000 1000

3 1/2 1936 222 222 1000 1000

3 1/2 1937 222 222 1000 1000

3 1/2 1938 222 222 1000 1000

3 1/2 1939 222 222 1000 1000

3 1/2 1940 222 222 1000 1000

3 1/2 1941 222 222 1000 1000

3 1/2 1942 222 222 1000 1000

3 1/2 1943 222 222 1000 1000

3 1/2 1944 222 222 1000 1000

3 1/2 1945 222 222 1000 1000

3 1/2 1946 222 222 1000 1000

3 1/2 1947 222 222 1000 1000

3 1/2 1948 222 222 1000 1000

3 1/2 1949 222 222 1000 1000

3 1/2 1950 222 222 1000 1000

3 1/2 1951 222 222 1000 1000

3 1/2 1952 222 222 1000 1000

3 1/2 1953 222 222 1000 1000